

En guise d'introduction : des préjugés et des chiffres

La lecture des journaux ou l'examen des propos des hommes politiques suggèrent que, depuis dix ans, s'est construit un catéchisme autour de quelques pseudo-évidences dont la répétition est censée faire la force. Je me contenterai d'en citer quelques-unes : " le libéralisme a échoué " ; " la mondialisation doit être régulée afin de ne pas détruire nos sociétés " ; " l'instabilité des marchés financiers menace le capitalisme moderne " ; " le libre-échange est dangereux " ; " les inégalités s'accroissent sans cesse, en France comme au niveau mondial "... Il suffit pourtant d'examiner les données disponibles pour réfuter certaines de ces assertions. D'autres sont tout aussi fausses mais plus insidieuses, ou encore trop vagues pour être d'une quelconque utilité. Leur combinaison polémique fait que le débat s'organise à partir de prémisses erronées et débouche souvent sur des diagnostics faux, conduisant à l'adoption de mesures de politique économique inadaptées.

Ainsi, peut-on vraiment dire que le libéralisme a échoué ? Je ne me hasarderai pas à proposer une définition précise du libéralisme économique ; disons simplement que c'est une organisation économique qui laisse une large part à l'initiative privée et à l'ouverture sur l'extérieur. Les pays aujourd'hui développés en ont fait le choix depuis deux siècles, tandis que la plupart des pays en développement ont adopté des stratégies plus dirigistes et protectionnistes. Il nous faut aussi définir ce qui constitue un échec ou un succès en matière économique. Les économistes utilisent

traditionnellement à cet effet le produit intérieur brut ou PIB*¹, qui mesure la valeur ajoutée totale de l'économie, soit la différence entre la valeur des biens produits et la valeur des biens détruits dans le processus de production.

Comme tout indicateur unique, le PIB est évidemment un résumé très critiquable de la création de richesses dans une économie. On peut en particulier lui reprocher de ne prendre en compte, par construction, que les biens qui sont échangés sur un marché : il néglige par exemple la valeur des tâches domestiques, mais aussi les dommages infligés à l'environnement par l'activité économique. Toutefois, il nous intéresse parce que c'est sur la valeur ajoutée que sont rémunérés les producteurs ; de ce fait, le PIB d'un pays ou d'une région représente aussi la somme des revenus dont disposent ses habitants. Lorsque qu'on parle de " croissance " dans les médias, c'est bien d'ailleurs à la croissance du PIB (corrigée de l'inflation) que l'on se réfère. Bien sûr, une partie de cette croissance provient seulement de l'augmentation de la population et ne traduit donc pas une amélioration du niveau de vie. C'est en fait à la croissance du PIB par habitant que se rapportent les chiffres que je vais citer. Elle mesure, au moins en première approximation, l'augmentation du pouvoir d'achat de l'habitant " moyen ".

Considérons l'expérience des pays aujourd'hui développés sur une très longue période, telle que les travaux d'Angus Maddison² nous permettent de la retracer pour les pays d'Europe de l'Ouest. Les sources sont évidemment très fragmentaires

¹ Les économistes ont leur propre terminologie : pour éviter les malentendus, j'ai repris certaines définitions dans un glossaire à la fin de cet ouvrage. Les termes ainsi définis sont marqués d'un astérisque dans le texte à la **première occurrence**.

² Angus Maddison est actuellement professeur à l'université de Groningen aux Pays-Bas ; c'est un spécialiste reconnu de l'étude des processus de croissance et de développement. J'utilise ici son ouvrage *L'Économie mondiale : une perspective millénaire*, publié par l'OCDE en 2001.

dès qu'on remonte au-delà du XVIII^e siècle : il faut se contenter d'évaluer le niveau de vie à partir de chiffres épars sur les récoltes de blé ou sur les recettes de l'État. On estime néanmoins que, du début de l'ère chrétienne à l'an 1000, soit pendant une période incroyablement longue à nos yeux, le PIB par habitant a stagné en Europe occidentale. Un certain décollage économique a eu lieu ensuite, puisque le PIB par habitant a triplé jusqu'au début du XIX^e siècle. La croissance est néanmoins restée très lente, puisque son taux moyen était de moins de 0,2 % par an : les niveaux de vie de deux générations successives ne différaient en moyenne que de 5 %.

Le début du XIX^e siècle a vu advenir l'essor économique de l'Occident, puisque son PIB par habitant a été multiplié par quinze depuis 1820 (soit en gros depuis la diffusion de la révolution industrielle). Même ainsi, le taux de croissance moyen n'a été que de 1 % par an entre 1820 et 1950, ce que nous trouverions très décevant aujourd'hui. A titre de comparaison, le PIB par habitant de l'Europe de l'Ouest a crû de 4 % par an pendant les " Trente Glorieuses " (de 1945 à 1973) et d'un peu moins de 2 % par an depuis le premier choc pétrolier en 1973.

Ces différences peuvent paraître minimes, mais elles ont des effets considérables au fil du temps. Ainsi, le niveau de vie double en soixante-dix ans si la croissance est de 1 % par an, en trente-cinq ans si elle est de 2 %, et en dix-huit ans si elle est de 4 %. Il faut bien concevoir la révolution qu'a constitué le décollage de la croissance au XIX^e siècle. Jusque-là, les petits-enfants avaient toujours vécu plus ou moins comme leurs grands-parents ; il y a un millénaire comme il y a seulement deux siècles, le Français moyen était un paysan illettré qui ne sortait qu'exceptionnellement des limites de son canton. Et voilà que, pour la première fois

dans l'histoire de l'humanité, les niveaux de vie ont augmenté de manière sensible d'une génération à l'autre.

Du début de notre crise économique en 1973 jusqu'à 2004, le niveau de vie des Français, mesuré par le PIB par habitant, a ainsi malgré tout augmenté de 60 %. Il ne s'agit pas là seulement de chiffres abstraits ; ils se traduisent très concrètement par des logements plus grands et mieux équipés³, des vêtements et une alimentation de meilleure qualité, par la possibilité donnée à de plus en plus de nos concitoyens de partir en vacances vers des pays lointains. L'arrivée massive de produits qui relevaient de la science-fiction dans les années 1970 contribue également à cette amélioration du niveau de vie : 70 % des ménages* français ont un magnétoscope aujourd'hui, 45 % ont un ordinateur à leur domicile et plus de 60 % ont un téléphone portable. Seuls les plus riches auraient pu se procurer ces équipements dans les années 1980. L'évolution est moins spectaculaire en ce qui concerne l'automobile, mais elle existe tout de même : 80 % des ménages ont une voiture en 2004, contre 70 % en 1985 ; et la proportion de ménages qui disposent de deux voitures a doublé durant cette période – sans compter le fait que la voiture de 2000 est plus confortable, moins polluante, plus silencieuse et plus sûre que celle de 1980. Ces progrès ont donc été largement partagés, au moins par ceux qui ont conservé un emploi : le pouvoir d'achat du SMIC a augmenté un peu plus vite que le revenu moyen depuis 1973.

³ 15 % des logements français n'avaient ni WC ni salle de bains en 1985 ; ils ne sont plus qu'un sur quarante en 2004, soit six fois moins.

Pour dire les choses autrement, le smicard de 2004 a sensiblement le même salaire que le salarié moyen de 1964⁴. L'augmentation massive des revenus n'est d'ailleurs qu'un élément de l'amélioration de notre sort : notre espérance de vie par exemple, qui a doublé depuis le début de la révolution industrielle, continue de s'allonger de plusieurs mois par an.

Cette amélioration continue et finalement assez rapide de nos conditions de vie s'oppose à la stagnation des pays qui ont repoussé le libéralisme économique. Khrouchtchev annonçait le rattrapage des États-Unis par l'Union soviétique pour 1980, et beaucoup en Occident y croyaient ; mais le niveau de vie des Américains est, en 2004, quatre fois plus élevé que celui des Russes. Les deux anciens rivaux ne sont certes pas partis du même point ; il est plus instructif à cet égard de comparer des pays qui étaient très proches avant que le "rideau de fer" ne les sépare. C'est par exemple le cas des deux Allemagnes. L'Allemagne de l'Est, dans laquelle était située une grande part de l'industrie allemande, disposait donc de bonnes conditions initiales ; de fait, on a longtemps cru, en l'absence de chiffres fiables, que c'était un cas de succès (relatif) du communisme. La chute du mur de Berlin, puis la réunification allemande, ont balayé ces illusions : en quarante-cinq ans de communisme, le niveau de vie de l'Allemagne de l'Est avait pris un retard considérable sur celui de l'Allemagne de l'Ouest, qui était trois fois supérieur au moment de la réunification.

⁴ Le salaire net moyen était de 840 F par mois en 1964. Un franc de l'époque avait le même pouvoir d'achat que 1,15 euro en 2004, ce qui nous amène à peu près au niveau du SMIC net de 2004, soit 960 euros par mois.

Le cas des deux Corées est une autre “expérience naturelle ” convaincante. Après la Seconde Guerre mondiale, la Corée du Nord semblait en fait avoir de meilleurs atouts que la Corée du Sud. Nous connaissons la triste suite de l’histoire : la première a connu une terrible famine et doit aujourd’hui faire appel à l’aide alimentaire mondiale, tandis que la seconde a déjà rejoint les rangs des pays développés.

Certains rétorqueront peut-être que le communisme était une option extrême, et que d’autres voies intermédiaires auraient pu donner de bons résultats. Une première réponse est que le système économique des pays développés est en fait lui-même une voie intermédiaire entre le tout libéral et le tout étatique. On pouvait peut-être parler de libéralisme sauvage au milieu du XIX^e siècle, quand les impôts prélevés par les États occidentaux ne dépassaient pas 10 % du PIB. A l’époque, les gouvernements se cantonnaient effectivement à un rôle d’État gendarme centré sur les fonctions régaliennes de justice, de police et de défense ; mais ils ont depuis longtemps assumé de nouvelles missions. Quand, comme aujourd’hui, les administrations publiques prélèvent un tiers du revenu national comme aux États-Unis, ou la moitié comme en France, et quand la fonction publique française représente près d’un quart des emplois, on est loin d’un système libéral au sens classique du terme.

La deuxième réponse consiste à examiner l’expérience de pays qui ont effectivement choisi de conserver une économie de marché tout en encadrant strictement son fonctionnement. L’exemple de l’Inde est particulièrement important, parce qu’il concerne aujourd’hui la plus grande démocratie du monde, avec un

milliard d'êtres humains dont beaucoup vivent encore dans une grande pauvreté. Lors de son indépendance en 1949, l'Inde avait un niveau de développement comparable à celui de la Corée ou de la Thaïlande. Elle a rapidement adopté le "socialisme à l'indienne" de Nehru, qui comportait notamment une réglementation très stricte du commerce extérieur et un ensemble de restrictions tatillonnes venant limiter la liberté d'action des chefs d'entreprise. La Corée du Sud et la Thaïlande se sont au contraire tournées vers l'économie de marché pour assurer leur développement. Les résultats de ces deux stratégies forment un contraste instructif, puisque ces deux derniers pays jouissent aujourd'hui de niveaux de vie respectivement sept fois et quatre fois supérieurs à celui de l'Inde. C'est seulement depuis les années 1990 que l'Inde s'est enfin décidée à libéraliser son économie, ce qui lui a permis d'atteindre des taux de croissance respectables, mettant ainsi fin au mythe selon lequel son retard économique serait lié à des facteurs culturels.

* * *

Si donc les chiffres réfutent la thèse de l'échec du libéralisme, qu'en est-il de celle selon laquelle les inégalités sont en pleine explosion? Commençons par mesurer l'évolution des inégalités en France. L'examen attentif des données que l'INSEE publie régulièrement ne permet de repérer aucune trace de cette "explosion des inégalités" récente dont les médias se font régulièrement l'écho. Il est parfaitement exact que, dans la décennie 1980-1990, l'éventail des salaires s'est notablement ouvert aux États-Unis et au Royaume-Uni ; mais rien de tel ne s'observe

en France. Il y a de multiples manières de mesurer l'inégalité, mais elles s'accordent sur un point : ni les inégalités de salaires ni celles de revenus ne s'accroissent sensiblement en France.

Prenons par exemple ce qu'on appelle le " rapport interdéciles " des taux de **salaires**. Pour comprendre ce qu'il mesure, supposons qu'on ait compilé les salaires de tous les Français, puis qu'on les ait ramenés à des salaires horaires en les divisant par le temps de travail (comparer les salaires mensuels d'un employé à plein temps et d'un employé à temps partiel ne nous apprendrait pas grand-chose). Ordonnons ensuite les Français par salaire croissant. Par définition, soit D1 le salaire tel que 10 % exactement des salariés français gagnent moins que D1 ; et D9 le salaire tel que 10 % exactement des salariés gagnent plus que D9. Le rapport interdéciles est le ratio $D9/D1$, soit le rapport entre le niveau au-dessus duquel se situent les 10 % les mieux payés et le niveau au-dessous duquel se situent les 10 % les moins bien payés. Plus ce rapport est élevé, et plus la distribution de salaires est inégale. Le choix de cet indicateur a évidemment quelque chose d'arbitraire ; mais c'est une mesure souvent retenue dans les études et pour laquelle les chiffres sont faciles d'accès. Je reviendrai sur ce point plus loin.

Qu'observe-t-on ? Le rapport interdéciles était d'environ 3,5 en 1950 ; il s'est ensuite sensiblement accru, jusqu'à atteindre une valeur de 4 en 1967. Il a alors entamé une décrue qui s'est poursuivie jusqu'au niveau de 3 environ en 1980. Ces évolutions, qui ne sont pas négligeables, traduisent donc une montée des inégalités salariales de 1950 à 1967, puis une baisse rapide jusqu'en 1980, aboutissant à une distribution nettement moins inégale qu'en 1950. Depuis 1980 se produit un

phénomène remarquable : le rapport interdéciles ne bouge plus, ou presque. Pour être précis, il a baissé de 2,98 en 1980 à 2,91 en 1984, puis est remonté jusqu'à 3,05 en 1989, est retombé à 2,93 en 1998, et il est revenu à 3,00 en 2000, dernière année pour laquelle les données étaient disponibles au moment de la rédaction de cet ouvrage.

Les évolutions récentes de l'inégalité salariale en France sont donc mineures, en comparaison des changements importants intervenus entre 1950 et 1980. On a parfaitement le droit de déplorer que la réduction des inégalités observée entre 1967 et 1980 se soit interrompue depuis ; mais ces chiffres ne reflètent en aucun cas cette explosion des inégalités que rapportent certains commentateurs (sans jamais citer de chiffres, bien sûr).

En particulier, on entend souvent accuser la mondialisation d'accroître les inégalités salariales. Je reparlerai de la mondialisation au chapitre 7; mais, pour l'instant, retenons simplement que ce terme désigne le rapide accroissement des échanges internationaux. Disons simplement qu'à ce stade on a beaucoup de mal à déceler, dans les données présentées ci-dessus, un quelconque effet de la mondialisation sur l'inégalité salariale en France, puisque celle-ci semble à peu près constante depuis 1980⁵.

Mais les revenus des Français ne sont pas définis uniquement par leurs salaires horaires. Certains d'entre nous (surtout des femmes) travaillent à temps partiel et ont donc des revenus salariaux faibles. Nous payons tous des impôts : la TVA sur notre consommation, les cotisations sociales pour tous les salariés, l'impôt sur le revenu pour la moitié des ménages environ, les impôts locaux... La plupart

⁵ Ceci n'exclut bien sûr pas des effets importants sur tel ou tel secteur d'activité particulièrement exposé à la concurrence internationale.

d'entre nous reçoivent aussi divers transferts, sous forme de prestations sociales, par exemple les retraites, les allocations chômage, le Revenu minimum d'insertion (RMI)*, les allocations familiales ou les aides au logement. La somme dont dispose finalement chaque ménage pour vivre est appelée son revenu disponible. Dans un ménage de chômeurs par exemple, ce revenu n'a bien sûr rien à voir avec leurs salaires, qui sont nuls par définition. Plus généralement, les prestations sociales représentent 30 % du revenu disponible total des Français ; et cette part est beaucoup plus importante pour les 20 % de ménages français les plus modestes.

La mesure des inégalités de revenus est plus délicate à effectuer que celle des inégalités salariales. Nous ne disposons pour l'essentiel que d'observations prises tous les cinq ans environ. Par ailleurs, les ménages ont des tailles et donc des besoins différents : un célibataire pourra vivre confortablement avec un revenu qui serait insuffisant pour une famille nombreuse. Les statisticiens essaient de compenser ces différences en rapportant le revenu du ménage à une mesure de ses besoins, mais l'exercice est évidemment difficile. Cela étant dit, l'évolution récente du rapport interdéciles des revenus corrigés par la taille des ménages est comparable à celle du rapport interdéciles des salaires telle que nous venons de la présenter. Après une période de baisse des inégalités de revenus qui l'a vu passer de 4,8 en 1970 à 3,5 en 1984, le rapport est resté remarquablement stable depuis : en 2000, D1 était de 650 euros par mois et D9 de 2 130 euros par mois⁶, si bien que le rapport interdéciles était de 3,3. Pour être (abusivement) précis, les derniers chiffres de l'INSEE font état d'une très légère baisse de l'inégalité des revenus, de 3,35 en 1996 à 3,23 en 2001. Là encore,

⁶ Certains de mes lecteurs s'étonneront peut-être de ce que D9 corresponde à des revenus aussi peu élevés. Et pourtant, un couple d'enseignants sans enfants, par exemple, fait bien partie des 10 % des foyers français les plus riches. Un cadre supérieur célibataire qui gagne 5 000 euros par mois appartient quant à lui au 1 % le plus aisé.

on peut choisir de déplorer que la baisse des inégalités de revenus se soit pratiquement interrompue depuis le milieu des années 1980 ; mais on ne peut, sans travestir les chiffres, parler d'une explosion des inégalités.

Ces chiffres appréhendent mal les revenus du patrimoine, par exemple les dividendes versés aux actionnaires. Ceux-ci sont très concentrés parmi les ménages les plus riches et ont nettement augmenté depuis les années 1980 ; mais ils sont aussi très volatiles, comme l'illustrent les années récentes. En fait, les chiffres disponibles montrent que les inégalités de patrimoine se sont réduites entre 1980 et 2004 en France, principalement parce que le patrimoine immobilier est réparti de plus en plus équitablement.

Ces statistiques, dans leur sécheresse, ne permettent pas d'épuiser le sujet. Sur une plus longue période, le capitalisme a mis à la portée de la plupart d'entre nous des biens et services qui étaient autrefois réservés aux plus riches. Qu'on pense par exemple au poids des tâches ménagères dans l'emploi du temps des femmes. Seules celles qui étaient assez riches pour employer des domestiques pouvaient s'en affranchir il y a un siècle ; les autres s'usaient dans des tâches monotones et épuisantes. La diffusion généralisée de l'électroménager à bas prix a aujourd'hui bénéficié aux ménages de toutes catégories sociales⁷. Il est probable que nos chiffres rendent mal compte de ce type de phénomène et sous-estiment donc la baisse des inégalités intervenue depuis un siècle.

Si les commentateurs ont l'impression que l'inégalité ne cesse d'augmenter, cela me paraît dû à plusieurs phénomènes. D'une part, il est plus facile aujourd'hui

⁷ Les enquêtes comme l'observation courante montrent que les femmes prennent toujours plus que leur part des tâches ménagères, même dans les couples où les deux conjoints ont un emploi. Elles ont donc particulièrement bénéficié de cette évolution.

d'apprécier ce qui sépare les extrêmes. Faute d'être devenus plus nombreux, les pauvres sont sans doute désormais plus visibles : alors qu'il s'agissait souvent de personnes âgées qui menaient une existence très retirée dans nos campagnes, ce sont aujourd'hui plus souvent de jeunes urbains. A l'autre bout de l'échelle sociale, les revenus des grands sportifs ou des PDG nous sont mieux connus. L'écart qui sépare ces deux catégories est évidemment énorme ; mais il n'est pas pertinent pour caractériser l'inégalité qui concerne le plus grand nombre de Français. Il est par ailleurs difficile d'appréhender son évolution. Si on se limite aux 20 000 foyers fiscaux les plus riches, les travaux de Thomas Piketty⁸ montrent que leur part du revenu français total n'a guère varié depuis trente ans : elle était de 1,97 % en 1979 comme en 1992 et en 1998. Là encore, aucun signe n'indique que les riches soient parvenus à s'approprier une plus grande part du revenu national. Enfin, l'augmentation indubitable de la précarité de l'emploi a sans doute aussi contribué à l'impression d'un creusement des inégalités ; mais cette augmentation frappe en fait les différents groupes sociaux selon des critères qui ne sont pas tous liés au revenu (elle touche par exemple davantage le cadre du secteur privé que l'ouvrier de la fonction publique)⁹.

* * *

⁸ Thomas Piketty est directeur d'études à l'EHESS et chercheur au CEPREMAP. Il travaille notamment sur l'évolution des inégalités. Les chiffres que je cite sont extraits de son livre *Les hauts revenus en France au XX^e siècle : inégalités et redistribution* (Grasset, 2001).

⁹ Je renvoie sur ces points au livre d'Éric Maurin, *L'Égalité des possibles* (Seuil, 2002).

Quant au monde dans son ensemble, il reste marqué par de très fortes inégalités ; il est important de les appréhender aussi précisément que possible, plutôt que de se laisser aller à des considérations communément répandues, mais souvent fausses. Bien entendu, la mesure des inégalités de revenus est beaucoup plus difficile à établir dans les pays en développement que dans les pays développés. Il me semble néanmoins qu'il vaut mieux s'appuyer sur les chiffres retenus par les meilleurs spécialistes que faire confiance aux fantasmes non documentés des uns ou des autres.

J'utiliserai ici les travaux récents de François Bourguignon et de Christian Morrisson¹⁰, qui permettent de mesurer l'évolution de l'inégalité des revenus et de la pauvreté* mondiales. Ils montrent que, depuis la révolution industrielle, l'inégalité mondiale s'est tout d'abord accrue de manière spectaculaire : les 20 % d'habitants du globe les plus pauvres se partageaient 4,7 % des revenus mondiaux en 1820, et seulement 2,4 % en 1950. Sur cette même période (1820-1950), le revenu par habitant de l'Europe de l'Ouest a été multiplié par cinq, alors que, pour ne mentionner que les deux pays les plus peuplés au monde, celui de l'Inde ne croissait que de 10 % et celui de la Chine de 17 %. La forte amélioration des niveaux de vie que l'Occident a connue à l'époque n'avait donc pratiquement pas touché le tiers monde.

Cette dégradation relative des conditions de vie des pays en développement semble heureusement s'être arrêtée depuis 1950 ; et d'autres sources suggèrent que l'inégalité mondiale serait à peu près constante depuis 1980. Il n'y a en tout cas pas de raison de penser, au vu des statistiques disponibles, que la mondialisation récente

¹⁰ François Bourguignon est actuellement *chief economist* de la Banque mondiale. Christian Morrisson est professeur à l'université de Paris I. J'utilise ici un article qu'ils ont publié en septembre 2002 dans l'*American Economic Review*.

ait contribué à une explosion des inégalités mondiales, contrairement à ce qu'énonce une litanie souvent reprise par les médias. Il faut bien se rendre compte par ailleurs qu'étant donnée l'amélioration à un rythme historiquement rapide des niveaux de vie dans les pays développés, la seule stabilisation des inégalités mondiales traduit une progression des conditions de vie dans les pays du tiers monde. On peut déplorer que cette évolution ne soit pas plus rapide ; mais on ne peut pas la nier.

Ces mouvements successifs des inégalités mondiales – explosion jusqu'en 1950 puis stabilisation – s'observent de manière encore plus claire quand on s'intéresse cette fois aux indicateurs de pauvreté. En France, on définit un ménage comme pauvre si son revenu est inférieur à un seuil fixé en fonction de sa taille ; à titre d'illustration, ce seuil est actuellement d'environ 600 euros par mois pour un célibataire, de 900 euros pour un couple sans enfants, et de 1300 euros pour un couple avec deux enfants. Selon cette définition, un peu plus de 6% des ménages français sont pauvres. Un tel critère ne peut bien sûr servir pour examiner la pauvreté dans le monde, où la plupart des gens doivent malheureusement vivre avec des ressources très inférieures. La Banque mondiale a choisi, un peu arbitrairement, de retenir deux seuils de pauvreté : les " pauvres " vivent avec moins de deux dollars (en pouvoir d'achat de 1985) par jour, et les " très pauvres " avec moins d'un dollar par jour. Ces chiffres traduisent un niveau de vie tellement bas qu'il nous est pratiquement impossible de l'imaginer. Il va de soi qu'avec des seuils aussi bas, il n'y a aujourd'hui presque aucun pauvre dans les pays développés ; mais on dénombre 2,8 milliards de pauvres dans le reste du monde, dont 1,2 milliards de très pauvres.

En 1820, il y avait 1 milliard de pauvres, dont 900 millions de très pauvres. Le nombre des pauvres a donc presque triplé, tandis que celui des très pauvres a augmenté d'un tiers.

Ces chiffres accablants doivent cependant être interprétés : compte tenu de l'explosion démographique, il est plus logique de considérer l'évolution des proportions de pauvres et de très pauvres dans la population mondiale. Presque toute la population mondiale était pauvre en 1820 : seuls échappaient à ce sort 5 % d'individus, appartenant aux classes privilégiées de l'Occident. Il n'y avait " plus que " 72 % de pauvres en 1950, et 50 % aujourd'hui. De même, 84 % de la population mondiale était très pauvre en 1820, contre 55 % en 1950 et 20 % aujourd'hui. Ce qui frappe ici, c'est l'accélération récente dans l'amélioration du sort des plus pauvres : alors qu'il a fallu plus d'un siècle pour faire sortir 20 % de la population mondiale de la pauvreté avant 1950, quarante années y ont suffi ensuite. Selon les chiffres de la Banque mondiale, le pourcentage de très pauvres dans le monde a ainsi baissé d'un quart dans les années 1990. Le nombre des très pauvres recule même désormais, malgré la croissance démographique : il a baissé de deux cent millions depuis vingt ans.

Le sort de la Chine, bien qu'un peu extrême, illustre clairement ces tendances ; et il est évidemment d'une importance capitale, compte tenu du poids démographique de ce pays où vit un tiers de la population des pays en développement. En 1820, le revenu moyen par habitant de la Chine était trois fois moins important que celui du pays le plus développé de l'époque, le Royaume-Uni.

Ce rapport s'est ensuite élevé à dix en 1950, avant de retomber à six aujourd'hui. La Chine a donc rattrapé une partie du retard qu'elle avait accumulé entre 1820 et 1950 ; ce rattrapage a eu lieu en fait pour l'essentiel après 1979, quand le maoïsme a laissé la place aux réformes pragmatiques initiées par Deng Xiaoping.

Là encore, la seule prise en considération des revenus des habitants de notre planète ne suffit pas. Il faudrait aussi rappeler que leur espérance de vie moyenne à la naissance, qui est de soixante-six ans aujourd'hui, n'était que de vingt-cinq ans au moment de la révolution industrielle. Elle est bien sûr très inégalement répartie, puisqu'elle avoisine quatre-vingts ans dans les pays développés et n'est que de cinquante ans en Afrique subsaharienne. Mais, depuis cinquante ans, l'augmentation de la durée de vie est plus rapide dans les pays sous-développés que dans les pays développés, ce qui constitue un élément non négligeable de réduction des inégalités mondiales – même si l'épidémie de sida l'a remis en cause depuis vingt ans en Afrique par exemple. On pourrait multiplier ce type d'illustrations : le pourcentage d'illettrés dans les pays pauvres a baissé de moitié depuis trente ans, et le taux de mortalité infantile est trois fois plus faible qu'en 1950...

D'où vient alors cette impression répandue que, depuis vingt ans, le monde devient de plus en plus inégalitaire ? On peut y voir deux causes. La première renvoie à l'illusion d'optique qui consiste à compter le nombre de pays pauvres et non le nombre d'individus pauvres, en oubliant les énormes différences de population entre pays. Ceci explique l'effet négatif que créent des annonces déplorant le nombre élevé de pays où la pauvreté reste forte, alors que la pauvreté

recule dans des pays très peuplés comme l'Inde et la Chine, si bien qu'elle régresse au niveau mondial. Pour prendre un exemple, l'Inde regroupe aujourd'hui un tiers de la population très pauvre du monde ; le fait que le pourcentage de très pauvres y a été divisé par deux depuis 1970 est une excellente nouvelle qui pèse plus lourd (en termes statistiques) que l'accroissement de la pauvreté dans plusieurs pays moins peuplés. Et la réduction du nombre total de pauvres depuis dix ans est largement imputable à la seule Chine.

Mais ce sombre diagnostic semble surtout dû au terrible échec des politiques de développement en Afrique subsaharienne : le niveau de vie y est non seulement très bas, mais stagne depuis trente ans. Dans des pays frappés par d'atroces guerres civiles comme l'Angola, la Sierra Leone ou maintenant le Congo, les revenus ont même baissé de moitié, pour autant qu'on puisse les mesurer. Le formidable décollage économique de la Chine, qui est deux fois plus peuplée que l'Afrique subsaharienne, masque ce désastre dans les statistiques mondiales, mais ne doit pas nous le faire oublier. L'Afrique regroupe aujourd'hui les deux tiers des pauvres, et cette proportion ne fait qu'augmenter. Face à ce constat désespérant, les pays développés devraient avoir pour priorité d'augmenter leur aide à l'Afrique, de la rendre plus efficace et d'ouvrir leurs marchés aux produits africains ; mais ils ne semblent pas en prendre le chemin. Les timides initiatives prises notamment par l'Union européenne pour ouvrir ses marchés aux pays les moins avancés ne suffiront pas ; le slogan "*trade not aid*"¹¹ se heurte au fait que ces pays ont un commerce extérieur peu développé et n'accueillent que très peu de capitaux étrangers privés. Malgré les beaux discours de nos dirigeants, le pourcentage du PIB des pays

¹¹ " Le commerce plutôt que l'assistance ", disent ceux qui déplorent le gaspillage de l'aide.

donateurs qu'ils consacrent à l'aide au développement a baissé d'un tiers entre 1990 et 2000. Il est vrai que l'enthousiasme des années 1960 et 1970 a laissé place à la désillusion, quand il a bien fallu se rendre compte que l'aide était souvent détournée par des dirigeants locaux corrompus – pour ne prendre qu'un exemple, les dix milliards de dollars versés au Zaïre pendant l'ère Mobutu ont bien peu bénéficié aux Zaïrois. Mais la “ fatigue des donateurs ” est allée trop loin, puisque même l'aide à l'éducation, pourtant peu sujette à détournement, a été touchée alors que chacun s'accorde à la juger prioritaire. Curieusement, les altermondialistes ne se sont guère emparés de cette cause, qui met pourtant en jeu des sommes bien supérieures aux dettes dont ils demandent l'annulation.

* * *

Voici donc deux antiennes couramment reprises par les médias et que les chiffres ne semblent pas confirmer. Comment ont-elles pu se répandre avec autant de succès ? L'ignorance des faits comme des principes de base de la science économique par ceux-là mêmes qui débattent de ces sujets en est probablement responsable. Elle explique la persistance de certaines thèses, qui sont rarement étayées par des chiffres ou des arguments rigoureux. L'économie est pourtant une discipline constituée qui, au cours des deux derniers siècles, s'est construit un ensemble de méthodes et de résultats sur lesquels la plupart des économistes s'accordent. C'est à mon sens une science, puisqu'elle formule des prédictions qu'elle s'efforce de confronter aux données observées à l'aide de méthodes statistiques éprouvées. Bien sûr, l'économie

a deux handicaps sur les sciences physiques par exemple. Le premier est qu'elle traite d'un matériau humain dont le comportement est moins facile à prévoir que celui d'un aimant placé dans un champ électromagnétique. Le second est que, dans bien des cas, le recours à l'expérience nous est à jamais inaccessible : nous ne pourrions jamais isoler une économie développée tout entière pour mesurer directement l'effet d'une baisse des taux d'intérêt sur le PIB, par exemple. Plutôt qu'une science expérimentale, l'économie est une discipline qui allie la réflexion théorique, l'introspection et l'observation plus ou moins directe. En économie comme dans les sciences expérimentales, une théorie ne peut néanmoins subsister longtemps si les faits lui résistent. C'est là une saine règle de méthode dont s'affranchissent malheureusement nombre des non-économistes qui traitent de ces questions.

Cet ouvrage tente de présenter de manière élémentaire certains des outils que nous fournit la science économique pour appréhender le monde, et d'illustrer leur efficacité en les appliquant à plusieurs problèmes actuels de politique économique. J'aurai pleinement rempli mon objectif si le lecteur retire de ce livre une grille d'analyse qui lui rendra plus clairs les phénomènes économiques.

Il n'est pas question ici de présenter une initiation à l'économie qui serait structurée comme un manuel. Je n'ai pas cherché non plus à exposer des idées particulièrement brillantes ou originales. J'ai simplement voulu développer quelques idées clés qui peuvent remettre en cause certaines opinions reçues. Je le ferai en sélectionnant plusieurs thèmes et en essayant à chaque fois de montrer l'utilité de la méthode économique.

Plusieurs leitmotivs reviendront dans ces pages. Le premier est que le monde, pour notre malheur, ne dispose que de moyens limités pour satisfaire nos besoins. Même dans nos économies développées, chacun regrette de ne pouvoir accéder à un niveau de vie plus élevé ; et, bien entendu, nous souhaiterions tous pouvoir consacrer à nos loisirs une partie du temps qu'il nous faut passer à travailler pour subvenir à nos besoins. Notre premier problème est donc de faire le meilleur usage possible des atouts dont nous disposons : nos ressources naturelles bien sûr, mais également celles que constituent notre force de travail, les capitaux que nous avons pu accumuler grâce à notre épargne collective, et les connaissances technologiques que nous héritons du passé. Cet accent mis sur la rareté des ressources est l'un des éléments du discours des économistes qui semble agacer le plus les profanes. Il n'y a rien d'agréable à s'entendre rappeler que l'argent public investi en Bourgogne n'est plus disponible pour la Provence et que chaque décision porte en creux le deuil des choix qui lui ont été sacrifiés. Chacun d'entre nous en est pourtant bien conscient dans la gestion quotidienne de son budget ; mais cette règle semble souvent perdue de vue lorsqu'il s'agit de décisions publiques.

Ainsi définie, l'économie servirait finalement à résoudre un problème technique, un peu comme ceux qui se posent à un ingénieur. Il y a pourtant une différence de taille : l'ingénieur traite de matières inertes, tandis que l'économiste étudie le comportement d'êtres humains animés d'intérêts et de passions divers. Pour en démêler l'écheveau, il faudrait idéalement être (au moins) philosophe, sociologue, historien et psychologue. L'ambition des économistes est plus limitée. Notre travail consiste à explorer comment chaque individu, chaque groupe social ou

chaque État cherche à appliquer les moyens dont il dispose à la satisfaction de ses besoins. Ces besoins sont souvent définis en termes strictement économiques. Plutôt que de nous excuser d'avoir adopté une conception aussi étroite, je crois qu'il est préférable de montrer par l'exemple comment le fonctionnement des sociétés humaines et l'action politique s'en trouvent éclairés. A titre d'illustration, prenons l'exemple des intermittents du spectacle qui, au moment où j'écris ces lignes, protestent contre la réforme de leur régime d'indemnisation du chômage. Ce régime leur permet, par exception à la règle commune, de bénéficier d'allocations même s'ils n'ont travaillé qu'un faible nombre d'heures dans l'année. Les manifestants se réclament de la défense de la vie culturelle en France pour justifier la subvention implicite qui leur est ainsi versée. Il existe effectivement des arguments extra-économiques pour appuyer leur position. Il me semble toutefois que, dans une démocratie éclairée, l'existence comme le montant de cette subvention devraient être décidés par l'électorat ou ses représentants après avoir analysé tous les éléments utiles et notamment les facteurs économiques : qui bénéficie de cette subvention (les chaînes publiques de télévision, comme le suggère un rapport) ? qui la paie en dernière analyse ? qu'arriverait-il au secteur du spectacle si cette subvention était réduite ? si cette subvention contribue à réduire le prix des spectacles, quelles classes de la population en bénéficient le plus ? quelles en sont les conséquences sur d'autres secteurs de l'économie comme l'industrie touristique ? Toutes ces questions appellent des réponses économiques, qui contribueront ensuite à nourrir le débat démocratique.

Un autre leitmotiv de la science économique est que chacun d'entre nous répond aux incitations qui lui sont fournies par son environnement, et notamment par les institutions et la politique économique. Il n'est pas toujours facile de prévoir comment le public réorientera ses décisions à la suite d'une réforme ; mais l'expérience a montré de manière claire et répétée que c'est à leurs dépens que les gouvernements ignorent les réactions de leurs administrés. Ainsi, en une période où le gouvernement français augmente fortement les taxes sur le tabac, il est bon de se rappeler ce qu'ont démontré les expériences étrangères : les achats des cigarettes ainsi taxées sont très sensibles aux hausses de leur prix, non seulement parce que les fumeurs réduisent leur consommation (ce dont on ne saurait se plaindre), mais aussi parce que la contrebande se développe. Les recettes fiscales supplémentaires induites par cette hausse d'impôts risquent donc d'être bien inférieures à ce que suggérerait un calcul qui négligerait les réactions des fumeurs.

De même, le grand public, comme les décideurs, tend à juger chaque mesure de politique économique en fonction des conséquences qu'elle a à court terme sur les groupes qu'elle affecte le plus évidemment ; mais les économistes insistent pour que l'on prenne en compte aussi les effets qu'elle peut avoir à plus long terme sur tous les membres de la société, ce qui peut fortement modifier l'appréciation de cette mesure. Comme nous le verrons au chapitre 1, une baisse de la TVA sur un produit doit ainsi bénéficier à court terme aux entreprises concernées ; mais leur rentabilité accrue va attirer d'autres entrepreneurs dans ce secteur, ce qui peut annuler l'effet favorable de court terme.

Le scepticisme que l'on observe envers les économistes me paraît provenir en partie de l'impression qu'ils donnent parfois de ne pouvoir se mettre d'accord sur rien. Je crois cette impression trompeuse ; elle s'applique surtout à ceux d'entre nous qui se sont spécialisés dans la rude tâche de suivre et de prévoir l'évolution macroéconomique* au jour le jour. Après une période d'euphorie, nous avons certes dû nous résigner à admettre que nous n'avions pas fait de progrès fondamental dans la prévision, même si nous comprenons mieux les sources des fluctuations conjoncturelles et si nous savons aujourd'hui comment éviter les plus grosses erreurs de politique macroéconomique. En outre, cette activité de conjoncturiste est très visible, car très relayée par les médias ; mais elle ne mobilise qu'une partie des économistes. Ceux d'entre nous qui s'intéressent à la politique macroéconomique, au commerce international, à la lutte contre la pollution ou au marché du travail peuvent diverger quant à leurs conclusions ; mais ils s'accordent dans l'ensemble sur leurs outils d'analyse et possèdent un langage commun qui leur permet de discuter de manière fructueuse.

Bien entendu, l'analyse la plus honnête et la mieux informée du monde ne permet pas toujours de déboucher sur une conclusion nette et sans ambiguïté. Chaque économiste privilégie alors un point de vue qui reflète son appréhension personnelle des phénomènes en jeu. Il n'y a rien là de scandaleux, et ce livre n'échappera pas à cette règle. Dans la première partie, je présenterai une analyse des mécanismes économiques qui me paraît commune à la plupart des économistes. Mon point de vue personnel apparaîtra forcément de manière plus évidente dans la deuxième partie, où je traiterai de différents thèmes de politique économique.

Le lecteur habitué à la présentation du fonctionnement de l'économie que donnent les journaux pourra parfois retirer de ces pages l'impression que j'en donne une vision exagérément positive. J'ai en effet cherché à corriger la lecture très sombre des journaux, mais je ne néglige pas pour autant la face obscure de l'économie de marché : comme j'aurai l'occasion de le répéter, elle ne répartit pas les richesses d'une façon à mon sens équitable, et elle laisse trop de personnes sur le bas-côté. Comme beaucoup d'économistes, j'ai choisi d'étudier cette discipline en grande partie parce que j'espérais ainsi contribuer à réformer la société. Mais l'action passe d'abord par la compréhension des mécanismes économiques ; un diagnostic exagérément noirci conduirait à jeter le bébé avec l'eau du bain.

La vulgarisation navigue nécessairement entre les deux écueils de l'incompréhensible et du caricatural. J'ai essayé de rester compréhensible ; au lecteur de juger si, pour ce faire, j'ai dû parfois verser dans la caricature. Mon excuse, si j'en ai une, est que, comme le disait Paul Valéry, si le simple est toujours faux, le complexe est inutilisable. En tout état de cause, il faut bien en passer par la compréhension du simple avant d'aborder le complexe. Le jugement d'un économiste sur les sujets ardues dont nous traitons se forme à travers une longue interaction entre l'étude théorique, les analyses empiriques, la connaissance des institutions et l'observation des événements. Les a priori individuels jouent inévitablement un rôle dans ce processus ; mais le bon économiste est celui qui arrive à limiter leur influence. John Maynard Keynes¹² espérait qu'on en arriverait un jour à

¹² John Maynard Keynes (1883-1946) enseignait à Cambridge ; il fut peut-être le plus grand économiste du XX^e siècle. C'est en tout cas celui qui a eu le plus d'influence sur la politique économique à travers sa *Théorie*

considérer les économistes comme des spécialistes “ humbles et compétents, tels les dentistes ”. C’est sans doute une vision trop angélique des débats économiques. J’espère simplement que ce livre pourra tout au moins éveiller l’intérêt du lecteur et lui donner des outils pour mieux comprendre les arguments échangés.